

Mise à disposition de la compétence : Psychologie du travail et des organisations

Convention n° 2021-XX-XX-193

► Cadre réglementaire et délibérations

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 25 ;

Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale

► Les parties

Entre, d'une part :

le Centre Départemental de Gestion de la fonction publique territoriale de la Drôme, représenté par Mme Eliane GUILLON, Présidente, mandatée par délibération du conseil d'administration n° 2020/38 en date du 14 décembre 2020,

et d'autre part :

la collectivité de MONTELMAR, représentée par M/Mme XXXXXXXXXX, Maire mandaté(e) par délibération du conseil municipal n° XXXX en date du XXXXXXXXXXXXXXXX,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions techniques et financières de la réalisation de la prestation « d'accompagnement en psychologie du travail et des organisations ». Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel.

Article 2 : Nature des prestations

L'accompagnement en psychologie du travail et des organisations peut être envisagé sur les dimensions collectives, entre autres :

- Sensibilisations thématiques (colloques/rencontres/Groupe d'échanges thématiques/Escape Game/...) sur les risques psychosociaux (RPS), la qualité de vie au travail (QVT), l'épuisement professionnel, la performance organisationnelle, les violences au travail, l'état de stress

- Etat des lieux ou diagnostic situationnel avec identification et analyse Organisationnels (RSO) au sein de la collectivité ou d'un service, propositions de pistes d'actions.

- Conseil en organisation

- Accompagnement à la gestion de situation problème et/ou complexe au sein d'un collectif de travail. Les dimensions individuelles peuvent être travaillées dans le cas de situations de mobilité contrainte (affectation d'un agent sur un nouveau poste et/ou sur un autre métier en raison notamment d'une inaptitude physique/psychique ou d'un changement organisationnel) :

- Accompagnement à la sécurisation du parcours professionnel conjointement avec les gestionnaires des ressources humaines de la collectivité, accompagnement des agents à dépasser les situations de rupture pour retrouver une identité professionnelle cohérente et repenser le sens de l'activité quotidienne (bilan professionnel, bilan de compétences, etc.).

Article 3 : Sous-traitance

Le CDG26 est autorisé à faire appel à une entité extérieure pour l'accompagner dans les prestations décrites. Le CDG 26 se sera assuré au préalable que l'entité présente les garanties suffisantes en matière de protection des données conformément aux réglementations en vigueur.

Article 4 : Organisation générale de la prestation

Une réunion d'analyse de la demande et du contexte d'intervention en amont de toute prestation d'accompagnement donnera lieu à l'élaboration d'une proposition d'intervention planifiée et chiffrée.

L'intervention pourra nécessiter la mise à disposition de l'intervenant d'éléments administratifs spécifiquement en lien avec le sujet d'intervention (par exemple : organigramme, fiche(s) de poste ou de missions, rapports, document unique d'évaluation des risques professionnels, etc.).

Article 5 : Proposition d'intervention (PI)

En complément de la présente convention, pour chaque accompagnement, une proposition d'intervention est établie afin de préciser, entre autres, les objectifs poursuivis, le périmètre d'intervention, le nombre de jours, les lieux d'interventions, la répartition des coûts d'intervention et un planning prévisionnel sera également proposé. Le planning prévisionnel est donné à titre indicatif et sera soumis aux disponibilités respectives de l'ensemble des parties prenantes.

L'intervenant peut interrompre la prestation, à tout moment, s'il estime ne plus être en capacité de permettre au bénéficiaire d'atteindre ses objectifs. Pour information, en tant que psychologue du travail, il inscrit sa pratique dans les dimensions du Code de **déontologie des psychologues** ; il se doit en outre de faire preuve de **professionnalisme**, d'**intégrité** et de **respecter l'anonymat** et la **confidentialité** des données à la fois de la collectivité, mais aussi de chaque agent de la collectivité.

L'intervenante met en œuvre l'ensemble de son expérience et de ses compétences, dans le respect des modalités de la proposition d'intervention pour permettre à l'agent, au collectif de travail ainsi qu'à la collectivité de réfléchir à des solutions.

L'employeur reste néanmoins seul responsable des décisions, pendant et après l'intervention.

Article 6 : Durée, modification et résiliation

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans renouvelable par tacite reconduction pour une durée de 3 ans. Elle prendra effet à compter de la date de signature.

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant écrit et signé par l'ensemble des parties.

La présente convention pourra être dénoncée, par lettre recommandée bénéficiaire, à son initiative ainsi qu'à la demande du CDG 26 en cas de manquements caractérisés aux engagements mentionnés dans la présente convention ;

En cas de dénonciation de la convention par l'une des parties citées ci-dessus, la présente convention sera résiliée de plein droit à la date de la réception de la lettre de dénonciation par le fonctionnaire et/ou par l'employeur.

Article 7 : Modalités financières

La tarification de la prestation est fixée par délibération du Conseil d'Administration du Centre de gestion de la Drôme et figure dans la grille tarifaire en « Annexe A » révisable annuellement.

Toute séance qui n'aurait pas été annulée par le bénéficiaire au minimum 7 jours avant la date fixée sera facturée pour la totalité de la durée programmée.

Article 8 : Règlement des litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables, le règlement des litiges survenant de l'interprétation ou de l'application de la présente convention relève de la compétence du Tribunal Administratif de Grenoble dans le respect des délais de recours en vigueur. Le recours peut être formé par courrier postal à l'adresse suivante : 2 Place de Verdun, BP 1135, 38022 Grenoble Cedex.

Article 9: Données personnelles

Le CDG 26 pourra être amené à recueillir des données personnelles du/des fonctionnaire(s) pour la mise en œuvre de la présente convention.

Le CDG 26 est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement européen sur la protection des données (RGPD).

Conformément à l'article 24 du RGPD, compte tenu de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement ainsi que des risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, pour les droits et libertés des personnes physiques, le CDG 26 met en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées pour s'assurer et être en mesure de démontrer que le traitement est effectué conformément au RGPD. Ces mesures sont réexaminées et actualisées si nécessaire.

Le délégué à la protection des données du CDG 26 peut être contacté par courrier en indiquant en destinataire le service RGPD.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux.

Fait à Bourg-Lès-Valence, le XXXX

Pour la Collectivité

Le Maire, XXXXXXXX

Pour le CDG 26

La Présidente, Eliane GUILLON

Ou par délégation,

Le Directeur Général, Eric SERRE